vailleurs, l'amélioration et la moralisation des déshérités, *sans atteinte, sans péril pour les favorisés de la fortune et de l'intelligence*. Dites bien que notre passion, c'est uniquement d'amener la justice et la paix sociale parmi les hommes; démontrez sans trêve, sans repos, que, seul entre tous les partis, le parti démocratique et du suffrage universel est réellement conservateur, libéral et progressif. Avec le triomphe de nos idées et seulement par ce triomphe, la France pourra clore l'ère des révolutions, et développer, au sein d'une démocratie régénérée et maîtresse d'elle-même, les admirables ressources de la patrie française. »

Dans une autre lettre, il affirmait ainsi son programme : « Je crois pouvoir résumer en deux lignes toute ma politique : Faire prédominer la politique tirée du suffrage universel dans l'ordre intérieur aussi bien que dans la conduite des affaires extérieures; pour tout dire, au point de vue des circonstances actuelles, prouver que la république est désormais la condition même du salut de la France au dedans, et de l'équilibre européen. »

Les événements devaient bien vite lui donner raison; après la fatale déclaration de guerre du mois de juillet et les désastres qui la suivirent de si près, c'est la république qui fut appelée à réparer les sottises de la monarchie. Le 4 septembre, Gambetta fut un des membres du gouvernement de la défense nationale; le portefeuille du ministère de l'intérieur lui échut. Mais les communications avec la province furent presque aussitôt coupées par les armées allemandes, et, vingt jours après l'investissement (7 octobre), le gouvernement jugea opportun d'envoyer trois ardents patriotes réchauffer le zèle, un peu sénile, de la délégation de Tours. MM. Crémieux, Glais-Bizoin et l'amiral Fourichon, délégués en province pour faire reconnaître la république, surexciter l'enthousiasme et créer des armées, n'apportaient guère que de la bonne volonté dans ce rôle qui exigeait une fougue toute révolutionnaire. Gambetta franchit en ballon les lignes d'investissement, prit terre près de Montdidier (Somme), d'où il se rendit à Amiens, puis à Rouen. Il était à Tours le 9 octobre, et, dans une proclamation éloquente adressée à la France, après avoir rendu compte des énormes moyens de défense de Paris, de la fermeté avec laquelle on comptait mener les opérations militaires, de l'enthousiasme qui animait la grande ville, il adjura la province d'apporter à la sauvegarde du pays menacé un égal patriotisme. Cette proclamation respirait la plus entière confiance; en même temps, une impulsion plus vive donnée aux préparatifs semblait de bon augure à ceux qui espéraient encore dans la vitalité de la France. Les décrets se succédèrent avec rapidité : nominations de préfets et d'administrateurs, de généraux et d'intendants, appel sous les drapeaux de toutes les masses mobilisables, réorganisation des cadres, il fallait pourvoir à tout, et le jeune ministre de l'intérieur, qui était premier en date, à son arrivée à Tours, le ministère de la guerre, — fit face à des besoins si pressants et si multipliés avec une activité fébreuse. En un mois, la première armée de la Loire, qui avait été forcée de reculer devant les Bavarois, à Orléans, était parfaitement réorganisée et prête à entrer en ligne. Il avait fallu briser bien des résistances, avoir raison de la mauvaise volonté de bien des chefs militaires; mais Gambetta avait enfin réussi à imposer sa manière de voir, et la victoire de Coulmiers (9 novembre) vint le récompenser de ses efforts. M. J. Claretie a porté sur cette première phase de la guerre en province un jugement tout à fait équitable, que nous reproduisons : « De quelles consolations morales la patrie n'est-elle pas redevable, dit-il, à ceux qui, prenant en main son épée brisée, surent la retremper, pour ainsi dire, et la rendre redoutable encore à l'étranger! Si la France vaincue a le droit de relever encore le front et de garder sa fierté, elle le doit aux hommes qui, lorsque tout était perdu, crurent fermement et firent croire un moment à la France et au monde que tout pouvait encore être sauvé. Sans doute, après l'anéantissement des armées impériales, la nation désarmée pouvait difficilement triompher d'ennemis supérieurs en nombre, admirablement commandé, admirablement outillé surtout, et rendu sûr de lui-même par des succès inespérés pour lui. Mais fallait-il donc s'humilier devant ce vainqueur et accepter, au lendemain de Sedan, ses conditions, qui étaient déjà, — quoi qu'on en ait dit, — l'abandon de deux provinces françaises? Non, certes, et cela est si vrai que les plus acharnés ennemis de la défense s'y prêtèrent alors, après septembre, avec une docilité qui n'a d'égale que leur rancune irritée d'aujourd'hui. La tâche entreprise par la république improvisée était naturellement disproportionnée avec les ressources dont elle pouvait disposer. L'humble bon sens dira que si la France n'était pas préparée en juillet, elle l'était bien moins encore en septembre. L'Empire la laissait sans ressource, à la merci de l'ennemi; pour résister, il fallait tout inventer, tout créer, tout improviser. »

C'est la part de Gambetta dans cet effort gigantesque, dans cette réorganisation sans exemple, qui fera sa gloire; on oubliera les fautes commises et quelques désordres d'administration, excusables dans une situation pareille, pour ne se souvenir que des grands traits de cette défense improvisée sous le feu de l'ennemi, au milieu de populations incertaines et abattues par les premiers revers.

La capitulation de Metz venait de nous porter le dernier coup. Avec une intuition rare, Gambetta avait pénétré tout ce qu'il y avait de coupable dans cette reddition à l'ennemi de la dernière armée française, et il s'était hâté de flétrir Bazaine; ceux mêmes qui alors l'accusèrent d'avoir porté un tel arrêt avec trop de précipitation ont dû se joindre à lui après le résultat de l'enquête. Voici en quels termes Gambetta annonça à la France le malheur qui la frappait : « Français, élevez vos âmes et vos résolutions à la hauteur des effroyables périls qui fondent sur la patrie. Il dépend encore de nous de lasser la mauvaise fortune et de montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'exalte au sein même des catastrophes. Metz a capitulé. Un général sur qui la France comptait, même après le Mexique, vient d'enlever à la patrie en danger plus de cent mille de ses défenseurs. Le général Bazaine a trahi; il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur, et, au mépris de l'honneur de l'armée dont il avait la garde, il a livré, sans même essayer un suprême effort, cent vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses fusils, ses canons, ses drapeaux et la plus forte citadelle de France, Metz, l'ouvrage jusqu'à lui des souillures de l'étranger. Un tel crime est au-dessus même des châtiments de la justice! »

Nouvelle proclamation, celle-ci pleine d'espoir et de confiance, après la bataille de Coulmiers. Mais déjà des divergences profondes de vues sur la conduite de la guerre séparaient les chefs militaires et l'autorité civile. Gambetta aurait voulu que l'action générale s'engageât à la fin d'octobre, et il n'avait cessé d'envoyer à Paris des ordres les plus pressants; ce fut bien pis lorsque, après la reprise d'Orléans, l'armée de la Loire semblait s'immobiliser et attendre que l'armée de Metz, devenue libre, vînt l'écraser sous ses lignes défensives. Était-il possible de marcher en avant? Le général d'Aurelles n'a-t-il pas manqué de confiance dans ses phalanges trompes, qu'une victoire avait électrisées et qui se sentaient capables de grandes choses? C'est une question que nous ne déciderons pas; mais les revers qui accablèrent l'armée de la Loire dès que Frédéric-Charles eut fait sa jonction avec les Bavarois ne justifièrent que trop l'impatience de Gambetta.

Faut-il parler des proclamations par lesquelles il apprit à la province les affaires de Champigny et de Buzenval? Gambetta, prenant ses ardents désirs pour la réalité, crut un moment que l'armée de Paris, après avoir passé la Marne, était campée à Epinay-sur-Orges, ayant réussi à percer les lignes prussiennes. Hélas! des chefs malhabiles n'avaient même pu la maintenir à Champigny, et c'était à Epinay-lès-Saint-Denis qu'avait eu lieu le petit engagement, cause première de cette méprise. Dans cette proclamation, Epinay, Longjumeau, Hay, Chevilly étaient au pouvoir des généraux Ducrot et Vinoy.

Orléans repris par les troupes allemandes (4 décembre), Gambetta se rendit à Bourges, où se réorganisaient nos malheureuses armées, et il y déploya, dans cette nouvelle phase de la défense, la même activité fiévreuse. Tandis que Chanzy défendait pied à pied le terrain, d'Orléans au Mans, une nouvelle armée, confiée à Bourbaki, se concentrait entre Bourges et Nevers, et Gambetta la destinait à opérer dans l'Est, sur la ligne de communication de l'ennemi, manœuvre heureuse et qui eût peut-être sauvé le pays six semaines plus tôt. De Bourges, Gambetta se dirigea sur Lyon, pour y activer la défense; il alla ensuite à Bordeaux, où s'était transportée la délégation de Tours (27 décembre). Le 21 janvier, il était à Lille, près de Faidherbe. La perte des batailles du Mans et de Saint-Quentin ne pouvait altérer sa confiance dans l'avenir; les revers, suivant son expression, devaient être plus propres à en enflammer les courages qu'à les abattre, et il espérait toujours dans un revirement favorable de la fortune; sans cesse il reprenait les cartes, pour tenter un nouveau coup. La capitulation de Paris, l'armistice le surprirent au moment où, à force de soins, il avait réparé les brèches causées par les premiers désastres de la Loire par les derniers désastres; il croyait pouvoir encore continuer la lutte; bien mieux, il croyait tenir la victoire; aussi protesta-t-il avec douleur contre la clause de l'armistice qui, en exceptant l'armée de l'Est, allait permettre aux Allemands d'accabler Bourbaki; c'était là le suprême espoir de la campagne.

Au moment de la signature de l'armistice, Gambetta avait réussi à organiser trois armées qui, repoussées sans cesse, mais se reformant toujours à quelques lieues en arrière, tenaient encore la campagne. Dans les camps retranchés, trois cent mille mobilisés à moitié armés et équipés attendaient l'heure d'entrer en ligne. Le dictateur, comme on l'appelait en province, avait cru à une prolongation indéfinie de la guerre et consacré une notable partie des ressources du pays à la préparer.

Chose étrange pourtant! quoique absolument dépourvu de tout pouvoir légal, et quoique exigeant des sacrifices exorbitants, Gambetta ne rencontra pas de résistance sérieuse parmi ces paysans, ces ruraux, comme on les appelait à Paris. Il ne rencontra pas d'enthousiasme, il est vrai, mais nulle part on ne se rebella contre ses décrets. Nous citerons à ce propos l'opinion d'un journal anglais, le *Spectator;* c'est un fragment d'un article écrit au moment même des événements et qui caractérise l'espèce de fascination que Gambetta exerçait sur la province.

« Il est évident, écrivait le reporter anglais, que M. Gambetta possède à un degré extraordinaire la faculté de s'imposer. Il n'a pas l'ombre d'un titre légal pour gouverner la France. Il n'a pas d'autre titre moral pour sa position de ministre de la guerre et de l'intérieur que la considération du général Trochu, qui l'a jugé l'homme le plus capable d'occuper cette place. Il avait à gouverner immédiatement les peuples le plus exigeant et le plus indépendant du monde : les généraux de l'ancienne armée française, les hommes qui l'abhorraient comme républicain, le craignaient comme rouge, le détestaient comme pékin. Et pourtant, dès le moment où, fatigué de son voyage aérien, il a pris le pouvoir en patron de l'armée, un parc venu, un fou. Maintenant, que nos lecteurs jugent si l'homme qui a fait tout cela pour son pays, qui a montré l'énergie d'un jacobin et la modération d'un ministre anglais, mérite d'être méprisé. »

Non, certes! et, à côté de cette appréciation équitable d'un publiciste anglais, il suffit de lire les journaux allemands publiés pendant la campagne, de voir les invectives, les menaces et les injures dont ils ont accablé Gambetta, pour que l'espération de la grande lutte nous donne la mesure de l'estime dans laquelle nous devons tenir l'homme et ses efforts patriotiques.

Le dernier acte de Gambetta, comme chef de la délégation du gouvernement en province, fut le décret par lequel, en appelant les citoyens au scrutin pour l'élection d'une assemblée nationale chargée de décider la paix ou la guerre, il frappait d'inéligibilité tous ceux qui avaient exercé sous l'Empire les fonctions de ministre, de sénateur, de conseiller d'Etat, ou qui avaient été autrefois présentés aux populations comme candidats officiels, qu'ils eussent ou non réussi à se faire élire députés. Ce décret était juste au fond, car il n'atteignait que des complices d'un état de choses qui avait poussé la France à sa perte; mais il renseignait sur le suffrage, créait des catégories de citoyens et infligeait une incapacité politique non prévue par la loi. De plus, il permit à l'étranger qui occupait notre territoire de s'immiscer dans nos propres affaires, sous prétexte de rétablir la légalité violée. M. de Bismark protesta « au nom de la liberté des élections stipulée par l'armistice, » et déclara que le scrutin, ouvert dans « de telles conditions d'oppression, » ne pourrait créer une représentation légale du pays. Force fut d'obéir; Gambetta reçut de Paris l'injonction de rapporter le décret, et il donna immédiatement sa démission.

Le 8 février, il fut élu dans neuf départements et opta pour Strasbourg. Il refusa de voter le traité de paix, et, lorsque la séparation de l'Alsace et de la Lorraine fut consommée, il quitta la Chambre avec les autres députés des départements cédés à l'Allemagne, en déclarant qu'il ne siégerait plus dans un parlement qui mandat ayant naturellement pris fin. Les élections complémentaires du 2 juillet lui permirent de poser à nouveau sa candidature; il obtint la majorité des suffrages dans trois départements, dans le Nord, dans la Seine-inférieure, et opta pour la Seine.

A l'Assemblée de Versailles, Gambetta a pris plusieurs fois la parole, notamment dans la discussion sur la pétition des évêques, sur la loi du Conseil d'Etat et dans les débats sur le loi militaire; en butte aux invectives de la majorité, pour la part glorieuse qu'il a prise à la défense nationale, il n'a cessé de montrer le plus grand calme, et il dédaigne absolument de répondre aux calomnies dont certains députés de droite ont cru devoir le noircir. L'enquête qu'ils ont provoquée sur les actes de la délégation de Tours et de Bordeaux, il n'a cessé de la réclamer lui-même; elle donnera ce que ses amis appellent, en feignant d'ignorer, qu'il n'a pas faibli à la tâche, quoiqu'il ait fini par être écrasé, et que, si des désordres d'administration se sont produits, son intégrité financière républicaine n'en est pas moins restée à l'abri de tout soupçon.

Deux discours prononcés par Gambetta, à Angers et au Havre, pendant les vacances de Pâques de la Chambre (avril 1872), ont eu un grand retentissement. Gambetta s'y est fait l'apôtre décidé des idées conservatrices; résolues avec succès. Et d'abord il avait à décider, par des faits et non par des paroles, si les républicains ou les rouges devaient faire la guerre, s'il fallait continuer à prendre pour règle générale s'engageât à la fin d'octobre, et il n'avait cessé d'envoyer à Chanzy des ordres les plus pressants; ce fut bien pis lorsque, après la reprise d'Orléans, l'armée de la Loire semblait s'immobiliser et attendre que l'armée de Metz, devenue libre, vînt l'écraser sous ses lignes défensives. Etait-il possible de marcher en avant? Le général d'Aurelles n'a-t-il pas manqué de confiance dans ses phalanges trompes, qu'une victoire avait électrisées et qui se sentaient capables de grandes choses? C'est une question que nous ne déciderons pas; mais les revers qui accablèrent l'armée de la Loire dès que Frédéric-Charles eut fait sa jonction avec les Bavarois ne justifièrent que trop l'impatience de Gambetta.

Faut-il parler des proclamations par lesquelles il apprit à la province les affaires de Champigny et de Buzenval? Gambetta, prenant ses ardents désirs pour la réalité, crut un moment que l'armée de Paris, après avoir passé la Marne, était campée à Epinay-sur-Orges, ayant réussi à percer les lignes prussiennes. Hélas! des chefs malhabiles n'avaient même pu la maintenir à Champigny, et c'était à Epinay-lès-Saint-Denis qu'avait eu lieu le petit engagement, cause première de cette méprise. Dans cette proclamation, Epinay, Longjumeau, Hay, Chevilly étaient au pouvoir des généraux Ducrot et Vinoy.

Orléans repris par les troupes allemandes (4 décembre), Gambetta se rendit à Bourges, où se réorganisaient nos malheureuses armées, et il y déploya, dans cette nouvelle phase de la défense, la même activité fiévreuse. Tandis que Chanzy défendait pied à pied le terrain, d'Orléans au Mans, une nouvelle armée, confiée à Bourbaki, se concentrait entre Bourges et Nevers, et Gambetta la destinait à opérer dans l'Est, sur la ligne de communication de l'ennemi, manœuvre heureuse et qui eût peut-être sauvé le pays six semaines plus tôt. De Bourges, Gambetta se dirigea sur Lyon, pour y activer la défense; il alla ensuite à Bordeaux, où s'était transportée la délégation de Tours (27 décembre). Le 21 janvier, il était à Lille, près de Faidherbe. La perte des batailles du Mans et de Saint-Quentin ne pouvait altérer sa confiance dans l'avenir; les revers, suivant son expression, devaient être plus propres à en enflammer les courages qu'à les abattre, et il espérait toujours dans un revirement favorable de la fortune; sans cesse il reprenait les cartes, pour tenter un nouveau coup. La capitulation de Paris, l'armistice le surprirent au moment où, à force de soins, il avait réparé les brèches causées par les premiers désastres de la Loire par les derniers désastres; il croyait pouvoir encore continuer la lutte; bien mieux, il croyait tenir la victoire; aussi protesta-t-il avec douleur contre la clause de l'armistice qui, en exceptant l'armée de l'Est, allait permettre aux Allemands d'accabler Bourbaki; c'était là le suprême espoir de la campagne.

Au moment de la signature de l'armistice, Gambetta avait réussi à organiser trois armées qui, repoussées sans cesse, mais se reformant toujours à quelques lieues en arrière, tenaient encore la campagne. Dans les camps retranchés, trois cent mille mobilisés à moitié armés et équipés attendaient l'heure d'entrer en ligne. Le dictateur, comme on l'appelait en province, avait cru à une prolongation indéfinie de la guerre et consacré une notable partie des ressources du pays à la préparer.

Chose étrange pourtant! quoique absolument dépourvu de tout pouvoir légal, et quoique exigeant des sacrifices exorbitants, Gambetta ne rencontra pas de résistance sérieuse parmi ces paysans, ces ruraux, comme on les appelait à Paris. Il ne rencontra pas d'enthousiasme, il est vrai, mais nulle part on ne se rebella contre ses décrets. Nous citerons à ce propos l'opinion d'un journal anglais, le *Spectator;* c'est un fragment d'un article écrit au moment même des événements et qui caractérise l'espèce de fascination que Gambetta exerçait sur la province.

« Il est évident, écrivait le reporter anglais, que M. Gambetta possède à un degré extraordinaire la faculté de s'imposer. Il n'a pas l'ombre d'un titre légal pour gouverner la France. Il n'a pas d'autre titre moral pour sa position de ministre de la guerre et de l'intérieur que la considération du général Trochu, qui l'a jugé l'homme le plus capable d'occuper cette place. Il avait à gouverner immédiatement les peuples le plus exigeant et le plus indépendant du monde : les généraux de l'ancienne armée française, les hommes qui l'abhorraient comme républicain, le craignaient comme rouge, le détestaient comme pékin. Et pourtant, dès le moment où, fatigué de son voyage aérien, il a pris le pouvoir au nom de l'armée, un parc venu, un fou. Maintenant, que nos lecteurs jugent si l'homme qui a fait tout cela pour son pays, qui a montré l'énergie d'un jacobin et la modération d'un ministre anglais, mérite d'être méprisé. »

Non, certes! et, à côté de cette appréciation équitable d'un publiciste anglais, il suffit de lire les journaux allemands publiés pendant la campagne, de voir les invectives, les menaces et les injures dont ils ont accablé Gambetta, pour que l'espération de la grande lutte nous donne la mesure de l'estime dans laquelle nous devons tenir l'homme et ses efforts patriotiques.

Le dernier acte de Gambetta, comme chef de la délégation du gouvernement en province, fut le décret par lequel, en appelant les citoyens au scrutin pour l'élection d'une assemblée nationale chargée de décider la paix ou la guerre, il frappait d'inéligibilité tous ceux qui avaient exercé sous l'Empire les fonctions de ministre, de sénateur, de conseiller d'Etat, ou qui avaient été autrefois présentés aux populations comme candidats officiels, qu'ils eussent ou non réussi à se faire élire députés. Ce décret était juste au fond, car il n'atteignait que des complices d'un état de choses qui avait poussé la France à sa perte; mais il renseignait sur le suffrage, créait des catégories de citoyens et infligeait une incapacité politique non prévue par la loi. De plus, il permit à l'étranger qui occupait notre territoire de s'immiscer dans nos propres affaires, sous prétexte de rétablir la légalité violée. M. de Bismark protesta « au nom de la liberté des élections stipulée par l'armistice, » et déclara que le scrutin, ouvert dans « de telles conditions d'oppression, » ne pourrait créer une représentation légale du pays. Force fut d'obéir; Gambetta reçut de Paris l'injonction de rapporter le décret, et il donna immédiatement sa démission.

Le 8 février, il fut élu dans neuf départements et opta pour Strasbourg. Il refusa de voter le traité de paix, et, lorsque la séparation de l'Alsace et de la Lorraine fut consommée, il quitta la Chambre avec les autres députés des départements cédés à l'Allemagne, en déclarant qu'il ne siégerait plus dans un parlement qui mandat ayant naturellement pris fin. Les élections complémentaires du 2 juillet lui permirent de poser à nouveau sa candidature; il obtint la majorité des suffrages dans trois départements, dans le Nord, dans la Seine-inférieure, et opta pour la Seine.

A l'Assemblée de Versailles, Gambetta a pris plusieurs fois la parole, notamment dans la discussion sur la pétition des évêques, sur la loi du Conseil d'Etat et dans les débats sur le loi militaire; en butte aux invectives de la majorité, pour la part glorieuse qu'il a prise à la défense nationale, il n'a cessé de montrer le plus grand calme, et il dédaigne absolument de répondre aux calomnies dont certains députés de droite ont cru devoir le noircir. L'enquête qu'ils ont provoquée sur les actes de la délégation de Tours et de Bordeaux, il n'a cessé de la réclamer lui-même; elle donnera ce que ses amis appellent, en feignant d'ignorer, qu'il n'a pas faibli à la tâche, quoiqu'il ait fini par être écrasé, et que, si des désordres d'administration se sont produits, son intégrité financière républicaine n'en est pas moins restée à l'abri de tout soupçon.

Deux discours prononcés par Gambetta, à Angers et au Havre, pendant les vacances de Pâques de la Chambre (avril 1872), ont eu un grand retentissement. Gambetta s'y est fait l'apôtre décidé des idées conservatrices; résolues avec succès. Et d'abord il avait à décider, par des faits et non par des paroles, si les républicains ou les rouges devaient faire la guerre, s'il fallait continuer à prendre pour règle générale s'engageât à la fin d'octobre, et il n'avait cessé d'envoyer à Chanzy des ordres les plus pressants; ce fut bien pis lorsque, après la reprise d'Orléans, l'armée de la Loire semblait s'immobiliser et attendre que l'armée de Metz, devenue libre, vînt l'écraser sous ses lignes défensives. Etait-il possible de marcher en avant? Le général d'Aurelles n'a-t-il pas manqué de confiance dans ses phalanges trompes, qu'une victoire avait électrisées et qui se sentaient capables de grandes choses? C'est une question que nous ne déciderons pas; mais les revers qui accablèrent l'armée de la Loire dès que Frédéric-Charles eut fait sa jonction avec les Bavarois ne justifièrent que trop l'impatience de Gambetta.

Faut-il parler des proclamations par lesquelles il apprit à la province les affaires de Champigny et de Buzenval? Gambetta, prenant ses ardents désirs pour la réalité, crut un moment que l'armée de Paris, après avoir passé la Marne, était campée à Epinay-sur-Orges, ayant réussi à percer les lignes prussiennes. Hélas! des chefs malhabiles n'avaient même pu la maintenir à Champigny, et c'était à Epinay-lès-Saint-Denis qu'avait eu lieu le petit engagement, cause première de cette méprise. Dans cette proclamation, Epinay, Longjumeau, Hay, Chevilly étaient au pouvoir des généraux Ducrot et Vinoy.

Orléans repris par les troupes allemandes (4 décembre), Gambetta se rendit à Bourges, où se réorganisaient nos malheureuses armées, et il y déploya, dans cette nouvelle phase de la défense, la même activité fiévreuse. Tandis que Chanzy défendait pied à pied le terrain, d'Orléans au Mans, une nouvelle armée, confiée à Bourbaki, se concentrait entre Bourges et Nevers, et Gambetta la destinait à opérer dans l'Est, sur la ligne de communication de l'ennemi, manœuvre heureuse et qui eût peut-être sauvé le pays six semaines plus tôt. De Bourges, Gambetta se dirigea sur Lyon, pour y activer la défense; il alla ensuite à Bordeaux, où s'était transportée la délégation de Tours (27 décembre). Le 21 janvier, il était à Lille, près de Faidherbe. La perte des batailles du Mans et de Saint-Quentin ne pouvait altérer sa confiance dans l'avenir; les revers, suivant son expression, devaient être plus propres à en enflammer les courages qu'à les abattre, et il espérait toujours dans un revirement favorable de la fortune; sans cesse il reprenait les cartes, pour tenter un nouveau coup. La capitulation de Paris, l'armistice le surprirent au moment où, à force de soins, il avait réparé les brèches causées par les premiers désastres de la Loire par les derniers désastres; il croyait pouvoir encore continuer la lutte; bien mieux, il croyait tenir la victoire; aussi protesta-t-il avec douleur contre la clause de l'armistice qui, en exceptant l'armée de l'Est, allait permettre aux Allemands d'accabler Bourbaki; c'était là le suprême espoir de la campagne.

Au moment de la signature de l'armistice, Gambetta avait réussi à organiser trois armées qui, repoussées sans cesse, mais se reformant toujours à quelques lieues en arrière, tenaient encore la campagne. Dans les camps retranchés, trois cent mille mobilisés à moitié armés et équipés attendaient l'heure d'entrer en ligne. Le dictateur, comme on l'appelait en province, avait cru à une prolongation indéfinie de la guerre et consacré une notable partie des ressources du pays à la préparer.

Chose étrange pourtant! quoique absolument dépourvu de tout pouvoir légal, et quoique exigeant des sacrifices exorbitants, Gambetta ne rencontra pas de résistance sérieuse parmi ces paysans, ces ruraux, comme on les appelait à Paris. Il ne rencontra pas d'enthousiasme, il est vrai, mais nulle part on ne se rebella contre ses décrets. Nous citerons à ce propos l'opinion d'un journal anglais, le *Spectator;* c'est un fragment d'un article écrit au moment même des événements et qui caractérise l'espèce de fascination que Gambetta exerçait sur la province.

« Il est évident, écrivait le reporter anglais, que M. Gambetta possède à un degré extraordinaire la faculté de s'imposer. Il n'a pas l'ombre d'un titre légal pour gouverner la France. Il n'a pas d'autre titre moral pour sa position de ministre de la guerre et de l'intérieur que la considération du général Trochu, qui l'a jugé l'homme le plus capable d'occuper cette place. Il avait à gouverner immédiatement les peuples le plus exigeant et le plus indépendant du monde : les généraux de l'ancienne armée française, les hommes qui l'abhorraient comme républicain, le craignaient comme rouge, le détestaient comme pékin. Et pourtant, dès le moment où, fatigué de son voyage aérien, il a pris le pouvoir au nom de l'armée, un parc venu, un fou. Maintenant, que nos lecteurs jugent si l'homme qui a fait tout cela pour son pays, qui a montré l'énergie d'un jacobin et la modération d'un ministre anglais, mérite d'être méprisé. »

Non, certes! et, à côté de cette appréciation équitable d'un publiciste anglais, il suffit de lire les journaux allemands publiés pendant la campagne, de voir les invectives, les menaces et les injures dont ils ont accablé Gambetta, pour que l'espération de la grande lutte nous donne la mesure de l'estime dans laquelle nous devons tenir l'homme et ses efforts patriotiques.

Le dernier acte de Gambetta, comme chef de la délégation du gouvernement en province, fut le décret par lequel, en appelant les citoyens au scrutin pour l'élection d'une assemblée nationale chargée de décider la paix ou la guerre, il frappait d'inéligibilité tous ceux qui avaient exercé sous l'Empire les fonctions de ministre, de sénateur, de conseiller d'Etat, ou qui avaient été autrefois présentés aux populations comme candidats officiels, qu'ils eussent ou non réussi à se faire élire députés. Ce décret était juste au fond, car il n'atteignait que des complices d'un état de choses qui avait poussé la France à sa perte; mais il renseignait sur le suffrage, créait des catégories de citoyens et infligeait une incapacité politique non prévue par la loi. De plus, il permit à l'étranger qui occupait notre territoire de s'immiscer dans nos propres affaires, sous prétexte de rétablir la légalité violée. M. de Bismark protesta « au nom de la liberté des élections stipulée par l'armistice, » et déclara que le scrutin, ouvert dans « de telles conditions d'oppression, » ne pourrait créer une représentation légale du pays. Force fut d'obéir; Gambetta reçut de Paris l'injonction de rapporter le décret, et il donna immédiatement sa démission.

Le 8 février, il fut élu dans neuf départements et opta pour Strasbourg. Il refusa de voter le traité de paix, et, lorsque la séparation de l'Alsace et de la Lorraine fut consommée, il quitta la Chambre avec les autres députés des départements cédés à l'Allemagne, en déclarant qu'il ne siégerait plus dans un parlement qui mandat ayant naturellement pris fin. Les élections complémentaires du 2 juillet lui permirent de poser à nouveau sa candidature; il obtint la majorité des suffrages dans trois départements, dans le Nord, dans la Seine-inférieure, et opta pour la Seine.

A l'Assemblée de Versailles, Gambetta a pris plusieurs fois la parole, notamment dans la discussion sur la pétition des évêques, sur la loi du Conseil d'Etat et dans les débats sur le loi militaire; en butte aux invectives de la majorité, pour la part glorieuse qu'il a prise à la défense nationale, il n'a cessé de montrer le plus grand calme, et il dédaigne absolument de répondre aux calomnies dont certains députés de droite ont cru devoir le noircir. L'enquête qu'ils ont provoquée sur les actes de la délégation de Tours et de Bordeaux, il n'a cessé de la réclamer lui-même; elle donnera ce que ses amis appellent, en feignant d'ignorer, qu'il n'a pas faibli à la tâche, quoiqu'il ait fini par être écrasé, et que, si des désordres d'administration se sont produits, son intégrité financière républicaine n'en est pas moins restée à l'abri de tout soupçon.

Deux discours prononcés par Gambetta, à Angers et au Havre, pendant les vacances de Pâques de la Chambre (avril 1872), ont eu un grand retentissement. Gambetta s'y est fait l'apôtre décidé des idées conservatrices; résolues avec succès. Et d'abord il avait à décider, par des faits et non par des paroles, si les républicains ou les rouges devaient faire la guerre, s'il fallait continuer à prendre pour règle générale

témoignait. Il mit aussitôt la main à l'œuvre, et, deux mois après, un membre de la Société royale de Londres déclarait que personne en Angleterre ne pourrait faire mieux que le jeune constructeur français, sous les deux rapports de l'élégance et de la précision.

Bientôt après, Gambey construisit son premier théodolite portatif, qui permit à une commission du Bureau des longitudes de lutter sans désavantage avec une commission de savants anglais, munis de l'énorme instrument qui est le chef-d'œuvre de Ramsden.

Dès lors Gambey, investi de la confiance de tous les savants, fut associé par eux à tous leurs projets et appelé à réaliser leurs vues par l'invention d'instruments nouveaux, propres à permettre les expériences délicates qu'ils méditaient. « Croyait-on, dit Arago, entrevoir des difficultés sérieuses, insurmontables, dans les dispositions projetées des appareils, on manquait rarement d'en référer à Gambey; dans ces occasions, la satisfaction d'avoir contribué au progrès des connaissances humaines était la seule récompense à laquelle son cœur pût être sensible. » C'est ainsi qu'il construisit le premier cathétomètre pour Dulong et Petit, l'héliostat pour Fresnel, etc.

Coulomb avait apporté dans la disposition des boussoles de déclinaison des perfectionnements d'une grande importance; mais il avait reconnu toute une amélioration longue pour les boussoles d'inclinaison. « Ce que Coulomb croyait impraticable a été réalisé avec succès par Gambey. »

Il a construit, pour l'Observatoire de Paris, un équatorial dont la lunette, mise en mouvement par un rouage d'horlogerie, de manière à suivre les astres dans leur révolution diurne, se déplace d'une manière continue, condition indispensable, mais difficile à réaliser, le régulateur ne pouvant être qu'un pendule dont les impulsions sont nécessairement intermittentes. « L'instrument a réussi, à l'entière satisfaction du Bureau des longitudes. » La lunette méridienne dont se servaient nos astronomes sortait des ateliers de Ramsden; elle a été remplacée par une autre due à Gambey, dans laquelle on a été étonné, après cent efforts inutiles, de trouver encore des perfectionnements et même des appendices tout nouveaux, pour mieux assurer la verticalité et l'orientation du plan de visée. Mais l'ouvrage capital de Gambey est son cercle mural, qu'il venait d'achever peu de temps avant sa mort, et qu'il avait exécuté avec une perfection toute nouvelle, par un procédé dont malheureusement il a emporté le secret dans la tombe.

Gambey avait remporté trois fois la grande médaille d'or, aux expositions de 1819, 1824 et 1829; il fut décoré à l'occasion de celle de 1835, et nommé ingénieur-constructeur de la marine. Peu de temps après, le Bureau des longitudes l'appela dans son sein; enfin, en 1837, il succéda au célèbre Lenoir, en remplacement de Mollart. Il est mort à la peine, plein de projets, occupé de l'établissement d'un nouvel équatorial gigantesque, qui a été achevé depuis par Eichens, sur les plans, et d'après les idées de Gambey. Nous pensons aujourd'hui que la construction de ce monument, qui s'appelait la France? L'Empire l'avait conduite au tombeau; un peu plus elle y restait ensevelie. Tout était perdu, même l'honneur. Gambetta l'en a tirée à demi; grâce à son énergie, l'honneur est sauf. Ce sera là son plus beau titre de gloire devant la nation et devant la postérité. Si haut que soit notre amour de la paix, si patriotisme si ardent, qu'on ose reprocher des vétilles, dont les événements, plutôt que lui, sont responsables! Il n'a eu qu'un tort, peut-être, et dont nous ne saurions lui garder rigueur, c'est d'avoir pensé que la France n'avait pas dégénéré, et qu'elle était capable, en 1872, du même héroïsme qu'en 1792.

GAMBETTE s. f. (gam-bè-te). Manteau en usage dans la partie de l'Espagne qui est voisine des Pyrénées.

— Ornith. Nom vulgaire des oiseaux du genre chevalier, ainsi dit à cause de leurs longs pieds.

GAMBEY (Henri-Prudence), habile et ingénieux constructeur d'instruments de précision, né à Paris en 1789, mort en 1847. Il avait acquis de bonne heure des connaissances étendues sur toutes les sciences. « De là, dit Arago, cette sûreté de vue, cette netteté de conception, cette disposition intelligentes et judicieuses que les connaisseurs admiraient dans les instruments variés qui sortaient de ses mains. Tous portaient l'empreinte d'une fécondité, d'une force, rarement maîtrisée par les règles inflexibles de la science. »

Gambey débuta comme contre-maître à l'école des arts et métiers de Compiègne. La mort de son père le rappela à Paris. Il consacra les faibles ressources que cette perte mettait entre ses mains à fonder au faubourg Saint-Denis un petit atelier d'instruments de précision. Les premiers qu'il livra, soit à la marine, soit à différents observatoires privés, furent assez remarqués pour qu'en 1819 les promoteurs de l'exposition qui allait avoir lieu vinssent le prier de soutenir l'honneur du nom français, humilié par la supériorité des fabricants anglais et allemands. Gambey, qui n'avait rien fait en vue de cette exposition, n'avait plus que deux mois pour se mettre en mesure de répondre à la confiance qu'on lui

caillé. Les chèvres, également très-petites, ont les cornes très-courtes, très-pointues et droites, le poil épais, court, lisse et de couleurs variées; presque toutes donnent aussi en grande quantité un lait très-délicat et très-estimé des blancs. Les chevaux sont fort rares sur les bords de la Gambie. Les poules, les canards y abondent. La construction des cases des Sousous est particulière; les murailles ne sont pas, comme au Sénégal, faites simplement de roseaux, mais elles se composent de couches d'une terre glaise, liante, bien pétrie et très-solide. Le toit, en paille ou en feuilles de palmier, s'abaisse jusque sur un second mur à hauteur d'appui, qui forme autour de la case une sorte de petite galerie abritée. Des murs pareils, moins épais, divisent la case intérieurement. Les animaux sauvages que l'on trouve en Gambie sont : le lion, la panthère, le tigre, l'hyène, le chacal, la girafe, l'autruche, les serpents. Le gibier y est très-abondant. Le sol de la Gambie est plat et régulièrement inondé pendant l'hiver. Aussi le climat est-il très-malsain et très-fiévreux. Cependant, la végétation y est d'une grande richesse et d'une beauté admirable. On y trouve l'*anthocleste*, le *nauclea stipulosa*, des *calamus*, l'*elais guineensis*, des *spondias*, des *aroïdes*, le *lophira alata*, des poivriers sauvages, le *ptérocarpus erinaceus*, que les indigènes nomment *wègne;* son bois rougeâtre, un grain fin et dur qui se prête à un beau poli, est très-recherché dans l'ébénisterie, et sert, dans le pays, à la construction des petits bateaux de cabotage (c'est encore ce même arbre dont les fruits donnent la *gomme kino* des droguistes); le *khaya senegalensis*, qui atteint une hauteur et une grosseur prodigieuses; le *cordyla calycandra*, le *sterculia cordifolia*, le *terminalia macroptera*, etc., sans parler des arbres communs comme le palmier, le dattier, le cocotier, le papayer, l'oranger, le citronnier, les palétuviers tels que le mangler, etc.,